

Interview de Catherine Lalumière: les réticences dans la société française face à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux CE (Paris, 17 mai 2006)

Source: Interview de Catherine Lalumière / CATHERINE LALUMIÈRE, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 17.05.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:05:07, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_catherine_lalumiere_les_reticences_dans_la_societe_francaise_face_a_l_adhesion_de_l_espagne_et_du_portugal_aux_ce_paris_17_mai_2006-fr-dafi19c6-ea5f-483f-b4e3-e25bc5973d57.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Catherine Lalumière: les réticences dans la société française face à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux CE (Paris, 17 mai 2006)

[Étienne Deschamps] Vous souvenez-vous des débats intérieurs français par rapport à cette éventuelle adhésion?

[Catherine Lalumière] Bien sûr. C'est même une chose qui m'a beaucoup marquée. En France – et vous voyez que ce qu'on retrouve avec l'adhésion, le 1^{er} mai 2004, des pays d'Europe centrale, en fait, ce n'est pas nouveau –, les Français sont très, très réticents quand il s'agit d'augmenter le nombre des convives autour de la table. On n'est pas très hospitaliers, très ouverts. Et en 1984-1985, donc on est début 1985, il y a une véritable fronde dans les régions du sud de la France, venant notamment des milieux agricoles, des milieux viticoles et des milieux de la pêche. La flotte de pêche espagnole étant considérée comme pléthorique et, par conséquent, des concurrents redoutables.

Et puis alors, par capillarité, c'est toute la population qui est hostile et qui le manifeste. Alors, vous vous rappelez sans doute que la Communauté, consciente de ces difficultés dans le sud de la France, mais aussi en Italie et en Grèce, avait élaboré un programme d'aide spéciale, les PIM – les Programmes intégrés méditerranéens. Et les régions du sud de la France – y compris l'Aquitaine, qui n'est pas vraiment méditerranéenne, mais elle était dans le lot – bénéficiaient de ces Programmes intégrés méditerranéens. Et j'avais été chargée par le gouvernement d'aller vendre ces PIM dans les différents chefs-lieux des régions du Sud. Je me rappelle ces réunions organisées par les préfets, c'était du genre musclé.

Il y avait la préfecture. Donc, le préfet réunissait les représentants des différentes professions, et notamment les agriculteurs, les viticulteurs, les pêcheurs, etc. Et puis, j'arrivais avec des fonctionnaires qui m'entouraient, et commençaient les réunions, mais vraiment très, très violentes – enfin, pas de violence physique, mais un mécontentement extrêmement fort. Il ne faut pas oublier que, lors du débat de ratification à l'Assemblée nationale, et on peut se reporter au Journal officiel, non seulement il y a eu des discours contre l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté, mais des groupes politiques ont voté contre ou se sont abstenus. Mais maintenant ils sont frappés d'amnésie. Parce que nos amis espagnols, nos amis portugais, qui se sont montrés d'excellents européens, du côté de certains Français, on ne veut pas assumer la responsabilité qu'on a eue à ce moment-là.

Et je dois dire que le souvenir que j'ai de ce débat de ratification à l'Assemblée nationale, où je voyais dans la tribune des invités la délégation espagnole, au grand complet, qui était là, et leur air bouleversé devant la violence de certains discours contre leur entrée dans la Communauté. Alors que pour ces personnes – bien sûr il y avait des enjeux économiques – mais pour les Espagnols, l'enjeu était d'abord politique. C'était la reconnaissance que le régime de Franco ou de Salazar, c'était fini, que maintenant les Espagnols avaient opté délibérément pour la démocratie, pour l'ouverture, pour le respect des droits de l'homme, etc. Et certains leur claquaient la porte au nez. Là, je dois dire que... je ne l'ai jamais oublié, je crois que je ne l'oublierai jamais, quel que soit le nombre d'années qui passent, parce que je n'étais pas fière de mon pays.

Je trouve que là, on avait vraiment une vision incroyablement étriquée et, en plus, fautive. Car nous avons quand même techniquement bien négocié, car en définitive, actuellement par exemple, on exporte plus de produits agricoles et alimentaires en Espagne que nous n'en achetons. Alors, l'envahissement du marché français par ces produits, franchement c'était très exagéré. Très, très exagéré. Et puis, on sous-estimait la capacité des négociateurs.